

ATTAQUE CONTRE LA VOITURE DU MINISTRE ESTONIEN DE L'INTÉRIEUR, COMMANDITÉE PAR LE GRU

En décembre 2023, la voiture du Ministre estonien de l'intérieur et celle d'un journaliste ont été vandalisées à Tallinn. Le parquet a établi que l'organisateur, Allan Hantsom, avait agi à la demande et sur instruction du GRU russe, parallèlement à des actes de vandalisme contre des monuments commémoratifs.

UKRAINE EVIDENCE HUB
AU-DELÀ DE L'UKRAINE
AU 15 OCT. 2026

DEGRÉ DE PREUVE

DÉCISION DE JUSTICE

Une juridiction, la Cour européenne des droits de l'homme ou une enquête publique judiciaire a conclu à la responsabilité de la Russie ou de ses agents.

QUI L'A ÉTABLI

Le tribunal de comté de Harju a condamné M. Hantsom et ses coaccusés pour activités de renseignement contre l'Estonie en 2024 ; le Parquet estonien (5 déc. 2024) a déclaré qu'il avait agi sur instruction du GRU.

DERNIÈRES NOUVELLES

Sept personnes condamnées ; M. Hantsom condamné à 6,5 ans selon ERR ; deux organisateurs liés au GRU se trouvant en Russie font l'objet d'un avis de recherche international.

SOURCES

B

Parquet estonien : Allan Hantsom a organisé le vandalisme de la voiture du ministère de l'Intérieur et de celle d'un journaliste à la demande du GRU · 2024-12-05

<https://www.prokuratuur.ee/en/news/allan-hantsom-organised-vandalising-ministry-interiors-and-journalists-car-request-gru>

C

ERR News : Un militant prorusse condamné à 6,5 ans de prison · 2024

<https://news.err.ee/1609542394/pro-russian-activist-handed-6-5-year-prison-sentence-for-vandalizing-minister-s-car>

CE QUE NOUS DEMANDONS

DES ÉTATS MEMBRES

- Traiter le sabotage sur votre territoire comme faisant partie de la guerre de la Russie contre l'Ukraine et ceux qui la soutiennent.
- Partager les preuves par-delà les frontières ; soutenir Eurojust et les équipes communes d'enquête.
- Sanctionner les unités du GRU et les recruteurs à l'origine des opérations.

Le statut suit quatre degrés de preuve : décision de justice · attribution officielle · mis en accusation · soupçonné (les cas soupçonnés ne figurent que sur la page en ligne). Niveau A = juridictions, organes de l'ONU, organisations internationales · B = gouvernements, parquets · C = médias et enquêteurs. Rectificatifs : evidence@ukraine-evidence.org

